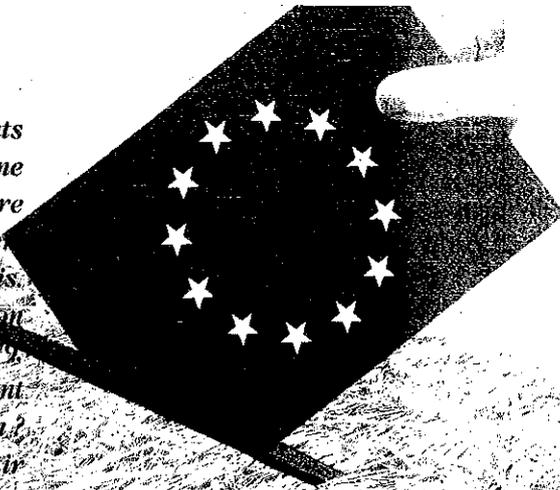


Du 22 au 25 mai 2014, les habitants de 28 Etats membres de l'Union européenne seront appelés aux urnes pour élire leurs représentants au Parlement européen au total 759 députés, dont 74 Français. Il s'agit de la huitième élection de cette chambre depuis sa création en 1979. Combien d'eurodéputés siègent actuellement au Parlement européen ? Pourquoi leur nombre va changer à partir des prochaines élections européennes ?



■ Jean-Dominique Giuliani, Président de la Fondation Robert Schuman

L'Europe doit rebondir

Le président de la Fondation Robert Schuman rappelle que l'Europe été ébranlée dans sa gouvernance, par ses résultats. Ses hésitations ont déçu et inquiété et les opinions s'interrogent. Cependant, elle doit rebondir. Elle dispose pour cela de nombreux atouts qu'il lui faut aujourd'hui mobiliser. C'est l'enjeu des élections européennes.



I. A. – Quelles sont les enjeux de ces futures élections européennes ?

Jean-Dominique Giuliani ■ 2014 verra le renouvellement de toutes les institutions européennes : le Parlement le 25 mai, puis la Commission, enfin la présidence du Conseil européen et le Haut Représentant pour la politique étrangère. Mais c'est aussi pour l'Union une année de sortie de crise. La croissance est de retour partout, y compris dans les Etats en difficulté qui, au prix d'efforts considérables et d'un soutien européen déterminant, retrouvent l'équilibre de leurs comptes et sortent progressivement des plans d'aide. La grave crise de confiance qu'elle a traversée est désormais surmontée. Mais elle en a été ébranlée. Sa gouvernance, ses résultats, ses hésitations ont déçu et inquiété. Les opinions s'interrogent. Elle doit rebondir. Elle dispose pour cela de nombreux atouts qu'elle doit maintenant mobiliser. C'est l'enjeu des élections européennes.

I. A. – Quelles sont les forces et les faiblesses de l'Union européenne ?

J.-D. G. ■ Dans l'épreuve, l'Union européenne a démontré sa résilience, c'est-à-dire aussi sa force. Elle demeure la première puissance économique du monde par le Produit intérieur brut (19 % du PIB mondial), la première puissance commerciale (17 % de parts de marché mais 42 % du commerce mondial avec les échanges intra-communautaires) et le premier marché de consommation.

La politique agricole, la première politique européenne commune à avoir été initiée dès 1962, en est un exemple. Totalement intégrée au niveau européen, dont elle représente 40 % du budget, elle a permis l'accroissement de la productivité agricole, garantie de la sécurité alimentaire des Européens en produits de qualité, tout en assurant aux agriculteurs un revenu décent alors qu'ils étaient confrontés à des bouleversements sociaux et économiques sans précédent.

I. A. – Pourquoi l'Europe doit-elle garder sa place au niveau mondial ?

J.-D. G. ■ Au niveau de la planète, dont la production doit doubler d'ici 2050 pour nourrir près de 9 milliards de personnes, l'Europe est un atout formidable. L'agriculture européenne fournit déjà chaque année 300 millions de tonnes de céréales, 8 millions de tonnes de viande bovine ou 140 millions de tonnes de lait ! Réformée à plusieurs reprises, elle concerne désormais 14 millions d'exploitations agricoles en Europe dont le nombre d'agriculteurs a doublé en 30 ans. Elle est donc au cœur des problématiques européennes. Les orientations européennes la concernant, en effet, au premier chef. Entre impératifs de productivité, revenu des exploitants, considérations environnementales, elle doit donc, comme l'Union tout entière, éviter les écueils des excès réglementaires, de la concurrence internationale ou des modes passagères déconnectées des réalités du terrain.

I. A. – L'Europe peut-elle et doit-elle continuer de s'agrandir ?

J.-D. G. ■ Depuis son origine, l'Union a multiplié le nombre de ses Etats membres par plus de quatre, sa superficie et sa population par plus de 3 et n'a pas réformé simultanément ses institutions et sa gouvernance. Il est temps désormais de s'atteler à la conforter en fixant des limites à ses agrandissements, de modifier ses

méthodes de gouvernement pour privilégier des approches plus stratégiques, de lui donner la force qu'elle mérite sur la scène internationale et dans les grandes négociations qui se préparent.

Ces évolutions sont en cours. Il convient de les amplifier. Cela dépendra beaucoup des personnalités qui seront choisies cette année pour les conduire. Les Etats membres, dont la France, devront

s'y impliquer résolument. Cela dépendra aussi de l'engagement des citoyens. Ils expriment une vraie désaffection, qui est surtout une attente envers ce grand projet qui reste l'un des plus intelligents et des plus adaptés pour garantir à la France sa place et son rôle dans un monde totalement nouveau.

Propos recueillis par Claire Nioncel